



COMPTE-RENDU COPIL ADO

Destinataires : COPIL

Date : vendredi 29 mars 2019

Présents : AUGER Christian (Président LIFBB)– Philippe CABALLO (Vice-Président LIFBB en charge du Pôle Formation et Emploi) – Oumar DIA (Président CD75) - Kevin BOSI (Président du CD 77) partiellement– Mamadou SYLLA (Président du CD 91) partiellement Chantal DEVILLARD (Présidente du CD 92) – Eric MARTIN (Président du CD 95) – Michel LONGUET (Vice-Président du CD 94 en charge du pôle formation), Nathalie NAPRIX (CDO 92) – Martine CLOUVEL URIE (CDO 95) – Nicolas CHAMBINAUD (Manager général CD 77) – Florent TEISSEDRE (Manager général CD 94) – Stéphane ROLLEE (Directeur de la LIFBB)

Excusés : Christian MISSER - Président du CD 94, Christine CONDAMINET Secrétaire Générale du CD 94

Ouverture de séance par Christian AUGER

Christian remercie l'ensemble des participants d'être présent. Il regrette néanmoins l'absence de certains responsables des CDO ou des pôles formations car leur présence répondait à une demande générale des CD.

1) Départ de Tristan MADEC et arrivée de Samy MESSAD

Tristan MADEC a décidé de quitter son poste. Après avis des Présidents des CD concernés, nous avons accepté la rupture conventionnelle. En contrepartie, Tristan a pris l'ensemble de ses congés payés avant son départ.

La rupture conventionnelle a été acceptée par la DIRRECTE le 4 mars 2019.

186€ de salaire du mois de mars + 709€ de rupture conventionnelle soit un net à payer de 829, 13 €.

Le coût pour chaque structure est de 118,45€. Il sera ajouté lors de la régularisation définitive de l'année 2019, début 2020.

Concernant l'arrivée de Samy MESSAD, il était présent dans les staffs de formation depuis quelques années.

Il a été reçu début février et a reçu une promesse d'embauche suite à la date officielle de la rupture conventionnelle.

Christian AUGER a prévenu Alain LISTOIR, car Samy intervenait dans le 93.

Samy a déjà pris des contacts avec les différents comités du 75, 91 et 95.

Début officiel le 8 avril 2019.

2) Financement des postes d'ADO

Pour mémoire, la FFBB a versé un Fond Aide à la Réforme Territoriale (pour l'embauche d'un Directeur Territorial et d'un CTO) de 110 000 euros sur 4 saisons sportives (de 17/18 à 20/21)

50 000€ ont déjà été versés. Dans les jours à venir, la FFBB va verser les 60 000€ restants en une seule fois.

La Ligue, ayant déjà un DT et un CTO, a décidé d'investir cette somme dans le système des ADO afin d'aider les CD en carence d'arbitres et de bénévoles en nombre suffisant.

Six comités ont accepté de participer à ce processus : 75 – 77 – 91 – 92 – 94 – 95.

De plus, la Ligue a obtenu deux emplois CDNS (sport emploi) soit 75 000€ (12 000+10 000+7500+5000 pour chacun des 2 postes) sur quatre ans (2018 à 21)

Le coût résiduel annuel des ADO est divisé en 7 parts égales entre la Ligue et les Comités (environ 5700€ à l'année pour chacun).

Ainsi, la participation au financement des postes des deux ADO semble assurée jusqu'en 2023.

Mamadou demande à avoir une vision du coût par structure après 2023 afin de préparer l'avenir.

Les deux ADO sont gérés au quotidien par la Ligue. Il y a un premier appel de fond (fin mars) puis un deuxième appel de fond en octobre. Il y a une régularisation en février n+1.

Les frais de déplacement sont payés par chaque structure sur leurs bases financières et leurs propres procédures.

Pour rappel, les frais de déplacement de 2017 ont été pris en charge entièrement par la Ligue.

Ce processus est innovant et unique sur le territoire français.

3) Modification des départements : oui ou non ?

A la majorité, les Présidents des CD ou leur représentant souhaitent un statuquo.

Mamadou exprime son souhait que les actions des 2 ADO soient de même niveau dans toutes les structures.

4) Actions effectuées depuis le mois de Janvier et projets à venir

CD95 : Stage durant les vacances d'hiver. Jean Philippe GUEY est intervenu avec les formateurs de la CDO du 95.

Formation en soirée.... Uniquement trois personnes de présentes.

Les arbitres validés devraient mieux être suivis qu'auparavant. Samy va s'occuper de ce suivi. Ces arbitres sont désignés et observés (PRM – PRF – jeunes régions en PROMO).

La CDO a développé un projet avec Samy pour les actions à venir à court et moyen terme.

Il serait intéressant de faire un partage d'expérience de tous les projets des 6 structures.

Intervention Philippe Caballo : Le niveau 2 pour les CTC doit être validé au 31 mars 2019.... Trop peu à ce jour sont validés. Le dispositif CTC et écoles d'arbitrage est très mal utilisé sur l'Île de France. Il faut s'appuyer sur ce dispositif afin de trouver de nouveaux arbitres.

CD77 : Formation soirée avec malheureusement que 7 candidats (5 ont été validés). Travail à distance avec la CDO. Camp durant les vacances de Printemps du 22 au 26 avril à Fontainebleau. Stage de perfectionnement des arbitres départementaux en mars sur la base du volontariat.

CD92 : Camp au mois de Février (20 candidats – 12 validés). Un camp est prévu au mois d'avril.

Réunion de leurs propres arbitres au niveau départemental afin de mieux les connaître.

Projets : Stage sur le mois de juillet en résidentiel (CREPS de Chatenay) ouvert à l'ensemble des départements. Ecoles itinérantes sur l'ensemble du département.

Les arbitres sont désignés sur des jeunes régions et U15F départementales.

En décembre, un tournoi troisième division sur trois sites pour monter en deuxième division a servi de support pour effectuer du coaching d'arbitres.

Les comités relancent le débat sur l'ECG qui est un véritable frein au développement des arbitres.

CD91 : Camp à Nozay au mois d'août, journée de découverte des arbitres, camps en octobre et au printemps. Toutes les catégories jeunes élites sont à désignation sur le 91.

Samy devra intervenir sur l'ensemble des actions du 91 même si celui-ci n'est pas invité à y participer. S'il y a un obstacle, on fera remonter les informations au Président.

CD75 : Mise en place d'un camp sur les vacances de Printemps au Stade Français. Deux réunions ont déjà été organisées avec Samy afin de mettre en place les futures actions.

CD94 : Plus de président de CDO. Il y a un pôle formation, dirigé par Michel LONGUET qui se félicite du travail d'Audrey dans son département. Le principal souci est la jeunesse de tout le monde : aussi bien les membres de la commission que les 47 arbitres dont 80% ont moins de 18 ans.

Pour information, quatre arbitres validés n'ont pas encore fait leur ECG.

Le premier novembre, un tournoi est organisé en collaboration avec l'Oise. Huit arbitres ont été envoyés en formation. Idem sur le tournoi de la Mie Câline (12 arbitres). L'observation est plutôt faite sur les jeunes arbitres avec un retour dans les 15 jours.

De plus en plus difficile pour obtenir des salles afin de faire les formations.

Une action va être engagée avec l'UNSS Val de Marne.

5) Mise en place d'un mode de fonctionnement:

Ne pas alourdir plus le fonctionnement.

CD77 : Nicolas CHAMBINAUD : Certains élus du bureau trouvent que le coût de 5700 € est élevé par rapport aux actions sur le territoire.

6) Demande d'aide à la formation

Deux départements n'ont pas encore fait leur demande d'aide à la formation auprès de la FFBB: CD 94 et CD 75. Date limite le 5 avril.

7) Recyclage mutualisé des arbitres.

Deux problèmes :

- Le coût des repas, plus cher que prévu.
- Les listes d'arbitres avec beaucoup de noms obsolètes d'où des réservations surévaluées et non annulables au CDFAS par exemple.

Déficit financier de 4523 euros.

- 2171€ ont été pris en charge par la Ligue assurant ainsi sa part de responsabilité
- 2352 € de reliquat devraient être pris en charge par les 6 structures participantes (hors CD 91 mais avec la Ligue en plus)

Cette répartition a été adoptée par les membres présents lors du COPIL du 15/12/18 (77 présent, 94 absent).

Depuis, le Président du Val de Marne a écrit qu'il refusait de payer et très récemment le Président de Seine et Marne de même.

Les Présidents des CD 75 et 95 ne comprennent pas ces 2 positions estimant que les structures impliquées doivent former une équipe pour faire fonctionner ce dispositif.

Chacun s'accorde pour demander à ces 2 CD de revoir leur position.

Pour 2019, il faut élaborer un projet précis (organisationnel et financier) pour présentation aux CD concernés qui devront formaliser leur participation ou non.

Il faut impliquer les CDO ou pôles formations des départements dans les journées.

Faire un retour aux départements des arbitres qui sont inscrits afin que ceux-ci puissent être au courant et ainsi relancer les non-inscrits.

8) Questions diverses

Pas de question diverse.

Nombre de Pièces Jointes : 0		
Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Le Directeur Stéphane ROLLEE	Le Vice-Président Philippe CABALLO	Le Président Christian AUGER